

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 30 septembre 2022, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Philippe SIMEON-DREVON, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick D'ANGELO, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011,
- Vu le Programme d'Action Foncière signée entre la Communauté urbaine de Caen la Mer et l'EPF de Normandie, en date du 14 décembre 2021, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à la collectivité, de la parcelle cadastrée section MC n°10 d'une contenance de 1 446 m², sise 5 rue Gaston Lamy à Caen sur l'opération 924616 – CAEN LA MER « ZAC du nouveau bassin »,
- Sur le rapport et après avis favorable de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Sur la demande de report :

D'accorder, aux conditions contractuelles de portage, à la Communauté urbaine de Caen la Mer un changement de catégorie de portage passant de « 5ans » à « 5 à 10 ans » pour la parcelle cadastrée section MC n°10 d'une contenance de 1 446 m², sise 5 rue Gaston Lamy à Caen sur l'opération 924616 – CAEN LA MER « ZAC du nouveau bassin »,

La nouvelle date d'échéance de rachat est fixée au **14 septembre 2027**.

Sur les pénalités de report :

Si l'échéance contractuelle du 14 septembre 2027 n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5% sur cette période dès le 1er jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel.
Elle est recouvrée annuellement.

Cette délibération vaut avenant au Programme d'Action Foncière liant la Communauté urbaine de Caen la Mer à l'EPF de Normandie.

Le Président du Conseil d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,

Sébastien LECORNU

L'Adjoint au Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales,
en charge du pôle "Fonctions Publiques"

Dominique LEPETIT

Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,

Gilles GAL

Délibération approuvée
A Rouen, le
Le Préfet,
23 FEV. 2023